



**MINISTÈRE  
DE L'INTÉRIEUR**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Gendarmerie nationale**

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (C.C.P)**

**Maintenance préventive et corrective des portes et portails, rideaux  
métalliques et autres dispositifs de fermetures automatiques et semi-  
automatiques au profit du commandement de la Gendarmerie de Guyane  
(973)**

**AAO n°2025-002 du 26/06/2025**

**APPEL D'OFFRE OUVERT**

Consultation établie en application du Code de la commande publique :  
Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la  
commande publique et de l'Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant  
partie législative du code de la commande publique:

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/decret/2018/12/3/2018-1075/jo/texte>

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/ordonnance/2018/11/26/2018-1074/jo/texte>

**Commandement de la gendarmerie de Guyane**

Caserne de la Madeleine  
1296 route de la Madeleine  
CS 96005  
97306 Cayenne Cedex  
Téléphone : 05 94 29 28 26  
[www.gendarmerie.interieur.gouv.fr](http://www.gendarmerie.interieur.gouv.fr)

# **TABLE DES MATIÈRES**

PARTIE 1 : CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES.....	5
ARTICLE 1 : DOCUMENTS CONTRACTUELS ET DÉSIGNATION DES PARTIES.....	5
1.1 Documents contractuels.....	5
Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs dispositions, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après : .....	5
1.2 Désignation des parties.....	5
ARTICLE 2 : OBJET, MONTANT, CARACTÉRISTIQUES DU MARCHÉ PUBLIC.....	5
2.1 Objet de la consultation.....	5
2.3 Caractéristiques du marché public.....	5
2.3.1 Forme du marché public.....	5
Le marché public est un accord-cadre à bons de commandes – art. L.2125-1, R.2162-1 à R.2162-6 et R. 2162-13 à R.2162-14 du code de la commande publique.....	5
Le présent CCP est commun à tous les lots.....	6
2.3.2.1 Début d'exécution du marché public.....	6
2.3.2.2 Durée initiale du marché public.....	6
Le marché public est passé pour une première période d'un an débutant à la date de notification du marché et se terminant la veille du premier anniversaire de début d'exécution des prestations..	6
2.3.2.3 Reconduction(s).....	6
2.4 Modification du marché public.....	7
2.4.1 clause de réexamen.....	7
2.4.1.1 Prestations supplémentaires et modificatives.....	7
2.4.1.2 Suspension des prestations ou prolongation des délais d'exécution liée à des événements extérieurs.....	7
2.4.1.3 Service fait présumé.....	7
2.5 Dérogation au principe d'exclusivité.....	7
ARTICLE 3 : CONDITIONS GÉNÉRALES D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	7
3.1 Respect des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité.....	7
3.2 Défaillance.....	8
3.3 Assurance.....	8
3.4 Personnel.....	8
3.4.1 Application de la législation du travail au personnel de l'entreprise titulaires.....	8
3.4.2 Conditions de travail.....	9
3.4.2.1 Comportement du personnel.....	9
3.4.2.2 Équipement de travail.....	9
3.4.2.3 Continuité de la prestation.....	9
3.4.2.4 Responsabilité du fait des préposés.....	9
3.4.3 Conditions d'accès du personnel.....	9
3.5 Protection de l'environnement.....	9
3.6 Sous traitance .....	9
3.7 Modalités de passation des commandes.....	10
3.7.1 Établissement des bons de commande.....	10
3.7.2 Délai d'exécution.....	10
3.7.3 Modification et annulation du bon de commande.....	10
ARTICLE 4 : CONTRÔLE ET SUIVI DE L'EXÉCUTION DU MARCHÉ.....	11
4.1 Opérations de vérification – constatation de l'exécution des prestations.....	11
4.2 Personnes chargées des opérations de vérification.....	11
4.3 Frais d'enlèvement des matériels rejetés ou à reprendre.....	11
ARTICLE 5 : GARANTIE.....	11
5.1 Garantie technique.....	11
5.2 Retenue de garantie.....	11

ARTICLE 6 : MODALITÉS ET DÉTERMINATION DES PRIX DE RÈGLEMENT.....	11
6.1 – Détermination des prix.....	11
6.2 – Révision des prix.....	11
6.3 – Avances et acomptes.....	12
ARTICLE 7 : RÉGIME DE PAIEMENT DU MARCHÉ PUBLIC.....	12
7.1 Règlement.....	12
7.2 Paiement.....	12
7.3 Intérêts moratoires et indemnités forfaitaires pour frais de recouvrement.....	12
7.4 Facturation.....	13
ARTICLE 8 : PÉNALITÉS.....	13
ARTICLE 9 : CESSION ET NANTISSEMENT.....	13
ARTICLE 10 : CONDITIONS DE RÉSILIATION DU MARCHÉ.....	14
ARTICLE 11 : CONTENTIEUX JUDICIAIRE ET RÈGLEMENT AMIABLE.....	14
11.1– Règlement amiable.....	14
11.2 – Tribunaux compétents.....	14
11.3 – REDRESSEMENT JUDICIAIRE OU LIQUIDATION.....	14
ARTICLE 12 : DÉROGATIONS AU CCAG/FCS.....	14
PARTIE 2 : CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES.....	15
Article 1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	15
1.1 Objet de la prestation.....	15
1.2 Description et spécification technique des équipements.....	15
Article 2 - ORGANISATION DES PRESTATIONS.....	16
Article 3 - PRESTATIONS DUES PAR LE TITULAIRE.....	16
3.1 Prestations de maintenance préventive.....	16
3.2 Prestations de maintenance corrective.....	18
Article 4 – MOYENS MISE À DISPOSITION DU TITULAIRE.....	19
Article 5 – OUTILLAGE.....	20
5.1 Cadre général.....	20
5.2 Consommables et pièces de rechange.....	20
Article 6 – GARANTIE.....	20
6.1 Garantie de parfait achèvement (maintenance de niveau 5 et petits travaux d'entretien).....	20
6.2 Garantie de bon fonctionnement.....	20
Article 7 - NETTOYAGE APRÈS INTERVENTION ET PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT.....	21
Article 8 – ASSISTANCE.....	21
Article 9 : CLAUSES ENVIRONNEMENTALES.....	21
Article 10 – ANNEXES.....	21

**ARTICLE 1 : DOCUMENTS CONTRACTUELS ET DÉSIGNATION DES PARTIES**

**1.1 Documents contractuels**

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs dispositions, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- L'acte d'engagement (ATTRI1) et ses annexes éventuelles
  - Le présent cahier des clauses particulières (C.C.P.), contenant les clauses administratives et techniques et ses annexes.
  - le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS, arrêté du 30 mars 2021 publié au JORF du 1<sup>er</sup> avril 2021) sauf dérogations mentionnées au présent CCP.
- Seul l'exemplaire original de chaque document, mentionné ci-dessus (sauf le CCAG) et conservé dans les archives de l'administration, fait foi.

**1.2 Désignation des parties**

Pour l'exécution du présent marché, le représentant du pouvoir adjudicateur (R.P.A) demeure l'unique correspondant du titulaire et la seule autorité habilitée à prononcer les décisions prévues dans le marché et le CCAG de référence en matière de pénalités, de prolongation de délai d'exécution, de sursis de livraison et d'opérations de vérification.

Le général de division Jean-Christophe SINTIVE,  
Commandant la gendarmerie de GUYANE  
CS 96005  
97306 CAYENNE CEDEX

**ARTICLE 2 : OBJET, MONTANT, CARACTÉRISTIQUES DU MARCHÉ PUBLIC**

**2.1 Objet de la consultation**

Le présent marché a pour objet la réalisation de prestations de maintenance des portes et portails, rideaux métalliques et autres dispositifs de fermetures automatiques et semi-automatiques des casernes de gendarmerie de Guyane française.

Les prestations s'inscrivent dans la catégorie des marchés de services.

**2.2 Montant du marché public**

Le marché public est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum sur la durée totale du marché (reconduction(s) comprise(s) le cas échéant) s'élevant à : 180 000€, dont le montant total des bons de commande établis exclusivement sur devis est estimé à 100 000€.

**2.3 Caractéristiques du marché public**

**2.3.1 Forme du marché public**

Le marché public est un accord-cadre à bons de commandes – art. L.2125-1, R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du code de la commande publique.

La structure du marché est décrite ci-dessous. Le présent marché est décomposé en lot géographique, dont les lieux sont précisés à l'annexe « Annexe 1\_description des équipements\_récapitulatif\_appareils\_973 de la partie 2 des clauses techniques particulières du présent CCP :

Lot n° 01 : Maintenance des menuiseries motorisées des installations militaires – secteur du littoral :

- caserne la Madeleine, route de la Madeleine à Cayenne.
- de la gendarmerie de Rémire-Montjoly ;
- de la gendarmerie de Matoury ;
- de la SAG Matoury du quartier Rochambeau
- de la gendarmerie de Macouria ;
- de la gendarmerie de Kourou et son site Goupi ;

Lot n° 02 : Maintenance des menuiseries motorisées des installations militaires – secteur ouest :

- de la gendarmerie de saint Laurent du Maroni ;
- de la gendarmerie de Sinnamary ;
- de la gendarmerie d'Iracoubo ;
- de la gendarmerie de Saint-Georges- de la gendarmerie de Saint-Georges .

Chaque lot est composé de deux postes

Poste	Nature du poste	Désignation du poste
1	À bons de commande	Maintenance préventive
2	Sur devis*	Maintenance curative

\*Le montant total des commandes établies sur devis est estimé à 100 000,00€.

**Le présent CCP est commun à tous les lots.**

Les candidats peuvent postuler à un ou plusieurs lots.

## 2.3.2 Durée du marché

### 2.3.2.1 Début d'exécution du marché public

Conformément à l'article R2182-4 du code de la commande publique, le marché public prend effet à la date de réception de la notification. Le début des prestations s'exécutera conformément au planning transmis par le titulaire du marché.

### 2.3.2.2 Durée initiale du marché public

Le marché public est passé pour une première période d'un an débutant à la date de notification du marché et se terminant la veille du premier anniversaire de début d'exécution des prestations.

### 2.3.2.3 Reconduction(s)

Le marché public se reconduit annuellement de manière tacite à chaque date d'anniversaire de notification du marché sans que la durée totale d'exécution du marché public ne puisse excéder quatre (4) ans. Dans le cas de non-reconduction, le représentant du pouvoir adjudicateur notifie sa décision au titulaire dans un délai de deux mois avant la date de fin de validité du marché public. La

non-reconduction du marché public n'ouvre en aucun cas un droit à une quelconque compensation financière.

## **2.4 Modification du marché public**

### **2.4.1 clause de réexamen**

En application des dispositions des articles L. 2194-1, L. 2194-2 et R.2194-1 du code de la commande publique, le marché peut être modifié en cours d'exécution lorsque les cas détaillés ci-après ou qui pourraient être inclus dans d'autres dispositions du marché public sont mis en œuvre soit par décision unilatérale du représentant du pouvoir adjudicateur, soit par la conclusion d'un avenant entre les parties.

#### **2.4.1.1 Prestations supplémentaires et modificatives**

Pendant l'exécution du marché public, le représentant du pouvoir adjudicateur peut prescrire au titulaire des prestations supplémentaires ou modificatives ou accepter les modifications prévues à l'article 23 du CCAG/FCS.

#### **2.4.1.2 Suspension des prestations ou prolongation des délais d'exécution liée à des événements extérieurs**

Les prestations, objet du marché public, peuvent être suspendues en raison d'événements extérieurs rendant impossible leur poursuite selon les modalités prévues à l'article 24 du CCAG/FCS. Toutefois, dans les conditions prévues par les articles R. 2194-5 du code de la commande publique et de l'article 24 du CCAG/FCS, si la poursuite de l'exécution du marché public est rendue temporairement impossible, la suspension totale ou partielle des prestations peut être prononcée par le représentant du pouvoir adjudicateur.

D'autre part, lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution, du fait du représentant du pouvoir adjudicateur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, le représentant du pouvoir adjudicateur prolonge le délai d'exécution suivant les modalités prévues à l'article 13.3 du CCAG/FCS.

#### **2.4.1.3 Service fait présumé**

Ce marché n'est pas éligible à la procédure de service fait présumé.

## **2.5 Dérogation au principe d'exclusivité**

Le titulaire a droit à l'exclusivité des commandes concernant les prestations objets de l'accord-cadre pendant toute la durée d'exécution de ce dernier. Cependant, l'administration peut recourir à un opérateur économique tiers en cas d'incapacité du titulaire à lui fournir les prestations dans les délais impartis, aux frais et risques du titulaire, comme stipulé à l'article 3.2 de la partie 1 des clauses administratives particulières et conformément à l'article 45 du CCAG/FCS et dans les situations suivantes :

- rupture de stock ;
- incapacité à transmettre un devis dans les délais alloués.

**L'administration se réserve le droit de mettre en concurrence le titulaire du marché si la prestation (hors BPU) semble surestimée ou si l'entreprise est défaillante.**

## **ARTICLE 3 : CONDITIONS GÉNÉRALES D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS**

### **3.1 Respect des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité**

Les dispositions de l'article 5 du CCAG/FCS relatif aux obligations de confidentialité et aux mesures de sécurité sont applicables au présent marché public. Le non-respect de ces obligations peut entraîner la résiliation du marché public aux torts du titulaire.

Le titulaire s'engage à aviser par écrit immédiatement le bénéficiaire de tout acte de vandalisme ou de malveillance caractérisée découvert pendant l'exécution du marché public.

Si, à la suite d'un acte de malveillance caractérisé, le bénéficiaire estime que des mesures de sécurité visant notamment le personnel doivent être prises, le titulaire s'engage à les appliquer sans délai.

Le titulaire s'engage à appliquer sans délai les mesures de sécurité particulières ou renforcées, demandées par le bénéficiaire, et notamment celles relatives à la protection des personnes et des biens devant être prises à la suite de la diffusion par l'autorité militaire de prescriptions particulières ou par la simple appréciation d'une situation locale en la matière.

### **3.2 Défaillance**

En cas de défaillance dans l'exécution du marché public, le représentant du pouvoir adjudicateur met en demeure le titulaire d'honorer ses engagements sous quinze (15) jours, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Passé ce délai et en cas de défaillance réitérée (non respect des dates d'intervention prévues au planning), il peut être fait application par le représentant du pouvoir adjudicateur des dispositions contenues à l'article 45 du CCAG/FCS, qui prévoit l'exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire.

### **3.3 Assurance**

Le titulaire doit se conformer à l'article 9 du CCAG/FCS relatif aux obligations en matière d'assurances. En complément de cet article, il doit transmettre au représentant du pouvoir adjudicateur une copie de son attestation d'assurance, en cas de changement ou de renouvellement de contrat.

Le refus de produire cette pièce peut entraîner la résiliation du marché public pour faute du titulaire. Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

A tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

### **3.4 Personnel**

#### **3.4.1 Application de la législation du travail au personnel de l'entreprise titulaires**

Conformément aux dispositions prévues à l'article 6 du CCAG/FCS, le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur relative à la protection de la main-d'oeuvre et aux conditions de travail. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché, sur simple demande du représentant du pouvoir adjudicateur dans un délai de quinze jours.

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France, lorsque la possession de ce titre est exigée, soit en vertu des dispositions législatives ou réglementaires, soit de traités ou accords internationaux.

La proportion de travailleurs d'aptitudes physiques restreintes et leur rémunération par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie, employés à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché public, sont conformes à la réglementation en vigueur.

### 3.4.2 Conditions de travail

#### 3.4.2.1 Comportement du personnel

Le personnel du titulaire doit respecter les règles de conduite, les directives et les consignes relatives à la sécurité des personnes, des installations et des biens (accès au site, sécurité incendie, etc.) qui lui ont été communiquées par le site bénéficiaire.

L'administration se réserve le droit, sans indemnité, d'exiger à tout moment, le remplacement définitif de toute personne participant à l'exécution des prestations pour non-respect du règlement intérieur ou des consignes écrites, ainsi que pour défaut de probité.

#### 3.4.2.2 Équipement de travail

Le titulaire fournit à tout le personnel oeuvrant sur le site du bénéficiaire des vêtements de travail et des équipements de protection individuelle conforme à la législation en vigueur.

#### 3.4.2.3 Continuité de la prestation

En cas d'arrêt de travail de son personnel ou de toute situation qui affecterait l'exécution de la prestation, le titulaire doit assurer la continuité des prestations définies dans le présent marché public. Dans le cas où le titulaire serait dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie de la prestation dans les délais et conditions prévus au marché public, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de recourir à un autre prestataire aux frais et risques du titulaire.

#### 3.4.2.4 Responsabilité du fait des préposés

Le titulaire est responsable de ses personnels et de leurs actes en toutes circonstances et pour quelle que cause que ce soit. Il est responsable, sans que cette liste ne soit limitative, des accidents survenant du fait de son personnel, des dégâts produits lors de l'exécution des prestations et des éventuels vols qui pourraient être commis par ses employés dans l'enceinte du site.

### 3.4.3 Conditions d'accès du personnel

Le titulaire fournit au bénéficiaire, avant la date de début d'exécution des prestations :

- la liste nominative du personnel affecté à la réalisation des prestations. Cette liste est mise à jour à chaque modification relative au personnel et transmise au bénéficiaire concerné.
- la photocopie recto/verso couleur de la carte d'identité, du passeport ou de la carte de séjour.
- la liste des véhicules utilisés par le titulaire et leur numéro d'immatriculation.

## **3.5 Protection de l'environnement**

En complément des dispositions de l'article 7 du CCAG/FCS relatives à la protection de l'environnement, le titulaire peut proposer des actions de protection de l'environnement qui ne sont pas des obligations. Dans ce cas, ces actions rentrent dans les critères environnementaux de sélection. Ces actions proposées par le titulaire deviennent contractuelles.

## **3.6 Sous traitance**

Conformément à l'article 133 du décret 2016-306 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et à l'article 3.6 du CCAG/FCS, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, à condition d'avoir obtenu du représentant du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant présenté et l'agrément de ses conditions de paiement.

La présentation du sous-traitant peut intervenir au stade du dépôt de la candidature et de l'offre. Dans ce cas, le pli contient le formulaire DC4.

En cours d'exécution du marché, la présentation du sous-traitant consiste à demander au représentant du pouvoir adjudicateur, l'établissement d'un acte spécial.

Cette formalité s'exécute sur le fondement de la présentation par le titulaire, de sa demande sur un formulaire DC4 (téléchargeable via le lien : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).



En cas de sous-traitance non déclarée, et/ou non approuvée par le représentant du pouvoir adjudicateur, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire (art 38 du CCAG/FCS).

### **3.7 Modalités de passation des commandes**

#### **3.7.1 Établissement des bons de commande**

Les prestations de maintenance préventive et corrective devront être conformes aux stipulations du cahier des charges techniques (Partie 2).

Les bons de commande sont établis sur la base des prix forfaitaires et unitaires, indiqués dans les annexes financières (DPGF et BPU) pour les diverses prestations.

Chaque bon de commande précise notamment :

- la référence du marché public ;
- la référence du bon de commande (numéro et date) ;
- le site concerné ;
- la désignation de chaque prestation ;
- le prix forfaitaire (HT) et/ou unitaire (HT) ;
- la quantité commandée ;
- les frais de déplacement inhérents à la réalisation de la prestation ;
- la date de prestation souhaitée ;
- le montant total Hors taxes (HT) pour chaque prestation ;
- le montant total hors Taxes (HT) de la commande ;
- le numéro d'engagement juridique (EJ) associé au bon de commande (il s'agit du numéro à 10 chiffres commençant par 14).

Les bons de commande sont notifiés au titulaire par courriel.

#### **3.7.2 Délai d'exécution**

Les délais contractuels sont les délais maximums exigés dans le cahier des charges techniques (Partie 2) ou les délais fournis par le titulaire dans le cadre de réponse technique de son offre si ceux-ci sont inférieurs aux exigences du CCTP

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché public. Tout bon de commande, notifié pendant la période de validité du marché public, doit être exécuté jusqu'à son terme.

#### **3.7.3 Modification et annulation du bon de commande**

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de modifier un bon de commande avant le début d'exécution de la prestation. Dans cette hypothèse, le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité, sauf si la modification concerne une part substantielle de la commande et engendre des frais non prévus. Dans ce cas particulier, le titulaire peut prétendre sur justificatifs à une indemnité correspondant aux dépenses qu'il a engagées pour pouvoir satisfaire à ses obligations contractuelles.

A tout moment, le représentant du pouvoir adjudicateur peut être amené à annuler un bon de commande. Dans ce cas, les prestations qui auront été exécutées seront dues au titulaire. Pour les prestations non exécutées, le titulaire peut prétendre à une indemnité correspondant à la perte de la marge bénéficiaire qu'aurait dégagée l'exécution de la totalité des prestations prévues dans le bon de commande, et, le cas échéant et sur justificatifs, aux dépenses qu'il a engagées pour pouvoir satisfaire à ses obligations contractuelles.

En tout état de cause, aucune indemnité versée au titre de la perte de la marge bénéficiaire ne peut être supérieure à cinq (5) % du montant hors taxes du bon de commande concerné.

## **ARTICLE 4 : CONTRÔLE ET SUIVI DE L'EXÉCUTION DU MARCHÉ**

### **4.1 Opérations de vérification – constatation de l'exécution des prestations**

Le contrôle de l'exécution des prestations est réalisée conjointement par le titulaire et le représentant du bénéficiaire.

Elles ont pour but de vérifier que les prestations sont conformes :

- aux dispositions du bon de commande auxquelles elles se rapportent ;
- aux spécifications techniques contenues dans le présent CCP.

### **4.2 Personnes chargées des opérations de vérification**

- Personnels de la section immobilier logement de la gendarmerie

La présence du titulaire ou d'un de ses représentants est requise lors de l'opération de vérification.

### **4.3 Frais d'enlèvement des matériels rejetés ou à reprendre**

Les frais de manutention et de transport éventuellement entraînés par le rejet ou la reprise des matériels livrés sont à la charge du titulaire.

## **ARTICLE 5 : GARANTIE**

### **5.1 Garantie technique**

Aucune garantie technique n'est exigée pour le présent marché public

### **5.2 Retenue de garantie**

Il n'est pas prévu de retenue de garantie pour le présent marché public.

## **ARTICLE 6 : MODALITÉS ET DÉTERMINATION DES PRIX DE RÈGLEMENT**

### **6.1 – DÉTERMINATION DES PRIX**

Le marché est conclu sur la base d'un prix ferme forfaitaire pour la partie préventive et sur devis pour la partie curative .

Les prix figurant sur l'acte d'engagement sont réputés établis aux conditions économiques du mois de remise de l'offre.

Les prix exprimés en euros (€) sont réputés comprendre toutes charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations.

Conformément à l'article 295 du code général des impôts, le département de la Guyane est exonéré de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA).

### **6.2 – RÉVISION DES PRIX**

Les prix initiaux, annexés à l'acte d'engagement, sont valables pour la première année du marché public à compter de sa date de notification.

Les prix peuvent être révisés annuellement, sur demande écrite du titulaire, le mois précédant chaque date d'anniversaire de notification du marché public. La demande de révision du titulaire doit parvenir au représentant du pouvoir adjudicateur deux (2) mois au plus tard avant la date anniversaire de notification.

Aux fins d'instruction de sa demande, le titulaire doit transmettre toutes pièces justificatives permettant de déterminer le bien-fondé de cette dernière.

La révision de prix est réalisée en application de la formule générique suivante :

$$Pr = P0 \times (In/I0)$$

Pr : Prix révisé

P0 : Prix HT en cours d'application (ou prix initial de l'offre)

In : Index de référence au moment du calcul de la révision des prix

I0 : Index de référence connu au moment de la précédente révision des prix ou de l'offre initiale pour la 1ère révision des prix.

L'index de référence I choisi en raison de sa structure pour la révision et l'actualisation des prix des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre est l'index désigné ci-après, publié au Bulletin Officiel par l'INSEE :

Index	Définition
ICHT-rev TS IME	Index du coût horaire du travail révisé tous salariés des industries mécaniques et électriques

Selon l'article L.111-1 du code monétaire et financier, les montants en euros ne pouvant s'exprimer qu'avec deux chiffres après la virgule, le prix révisé est calculé à deux décimales à l'arrondi arithmétique.

### **6.3 – AVANCES ET ACOMPTES**

Selon les dispositions des articles L. 2191-2, L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-19 du code de la commande publique, le versement d'une avance réunit deux conditions cumulatives suivantes :

- un montant initial supérieur à 50 000€ HT;
- un délai d'exécution supérieur à deux mois.

Ce marché étant passé pour une première période d'un an et reconductible de manière tacite pour la même durée jusqu'à 4 ans maximum, il n'est pas prévu d'acompte ni d'avance pour ce marché public, par dérogation à l'article 11.2 du CCAG/FCS.

## **ARTICLE 7 : RÉGIME DE PAIEMENT DU MARCHÉ PUBLIC**

### **7.1 Règlement**

Le paiement s'effectue suivant les règles de la comptabilité publique. Le règlement intervient sur demande de paiement émise par le titulaire après constatation du service fait par l'administration. Le règlement est effectué par virement direct au crédit du compte ouvert au nom du titulaire dont les coordonnées figurent à l'acte d'engagement.

### **7.2 Paiement**

Le délai global de paiement est de trente (30) jours conformément aux articles L-2192-10 et R. 2192-10 à R. 2192-37 du code de la commande publique.

Le point de départ du calcul de ce délai est la date de réception de la demande de paiement ou la date d'admission des prestations exécutées si celle-ci est postérieure à la précédente.

### **7.3 Intérêts moratoires et indemnités forfaitaires pour frais de recouvrement**

En application des articles L. 2192-12 à R. 2194-14 et R. 2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique, lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à le demander :

- au versement des intérêts moratoires à partir du jour suivant l'expiration dudit délai jusqu'à la date incluse du règlement de la somme due;
- au versement de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier

jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros (article D. 2192-35 du code de la commande publique).

Lorsque le dépassement du délai n'est pas imputable à la personne publique contractante ou au comptable de l'État, les intérêts moratoires ne sont pas dus.

#### **7.4 Facturation**

Les factures sont **obligatoirement** transmises par voie dématérialisée.

Conformément à l'article L. 2192-1 à L. 2192-7 du code de la commande publique, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après ouverture d'un compte sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées devront comporter, outre les mentions prévues à l'article D. 2192-2 du code de la commande publique, les éléments suivants :

- Le numéro du marché
- Le numéro SIRET du service bénéficiaire (État)
- Le code du service exécutant (SE) de la dépense « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché »
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché »
- un relevé d'identité bancaire.

Le comptable assignataire de la dépense est le directeur régional des Finances publiques de Guyane (DRFIP).

Conformément à l'article R2191-24 du code de la commande publique, dans le cas des marchés publics passés en lots séparés, le titulaire de plusieurs lots présente des factures distinctes pour chaque lot.

#### **ARTICLE 8 : PÉNALITÉS**

Il incombe au titulaire de signaler à la personne publique, avant l'expiration du délai d'exécution des prestations, les causes qui, n'étant pas de son fait, font obstacle à l'exécution du marché. Dans ce cas, il appartient au titulaire de présenter à la personne publique une demande de prolongation du délai d'exécution.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS, lorsque le délai contractuel, éventuellement assorti de délai de prolongation est dépassé, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable des pénalités journalières de trente euros (30,00€) HT par portes, portails, rideaux métalliques et autres dispositifs de fermetures automatiques et semi-automatiques n'ayant pas fait l'objet d'un entretien prévu à l'article 3.1 de la partie 2 des clauses techniques.

Le point de départ de la période d'application des pénalités s'entend au lendemain de la fin de la période semestrielle d'entretien préventive.

#### **ARTICLE 9 : CESSION ET NANTISSEMENT**

Le titulaire bénéficiant du paiement direct, peut nantir ou céder les créances résultant du présent marché public conformément aux articles L.2191-8 et R.2191-45 à R.2191-63 du code de la commande publique.

## **ARTICLE 10 : CONDITIONS DE RÉSILIATION DU MARCHÉ**

Il est fait application des dispositions des articles L2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique et des articles 38 à 45 du CCAG/FCS.

L'administration se réserve le droit de résilier le marché sans préavis ni indemnités et de suspendre les paiements si le titulaire du marché ne fournit pas strictement l'ensemble des prestations prévues au marché.

Dans le cas où le titulaire du marché ne pourrait exécuter ses engagements sans qu'il puisse invoquer le cas de force majeure, ou en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire (article 38 du CCAG/FCS).

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché pour faute du titulaire dans les cas répertoriés à l'article 41 du CCAG/FCS et notamment si le titulaire a sous-traité en contrevenant aux dispositions législatives à la sous-traitance, ou s'il ne respecte pas les obligations relatives aux sous-traitants mentionnées à l'article 3.6 du CCAG.

Les dispositions du chapitre 7 du CCAG/FCS s'appliquent dans les cas de résiliation prévus dans le présent article.

## **ARTICLE 11 : CONTENTIEUX JUDICIAIRE ET RÈGLEMENT AMIABLE**

### **11.1– RÈGLEMENT AMIABLE**

Tout litige ou différend survenant à l'occasion de l'exécution d'un marché public peut être soumis par l'opérateur économique titulaire au service acheteur. La réglementation de l'Achat public institue comme principe la recherche du règlement amiable des conflits et préconise le recours à la médiation, conformément aux articles L. 2197-1 et L.2197-4 du code de la commande publique, et à l'article L.213-6 du code de justice administrative.

### **11.2 – TRIBUNAUX COMPÉTENTS**

Le présent marché est soumis au droit administratif français et les juridictions administratives françaises sont seules compétentes pour connaître des litiges.

Tout litige qui résulte de l'exécution ou de l'interprétation du présent marché est de la compétence exclusive de l'instance suivante :

Tribunal administratif de CAYENNE

7, rue Schoelcher

97305 CAYENNE CEDEX

Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

### **11.3 – Redressement judiciaire ou liquidation**

En cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire, le jugement devra être notifié immédiatement à la personne publique.

Il ne sera pas versé d'indemnités au titulaire du marché dans le cas où les dispositions prises en exécution de ce jugement entraîneraient la résiliation du marché.

## **ARTICLE 12 : DÉROGATIONS AU CCAG/FCS**

L'article 6.3 du présent CCAP déroge à l'article 11.2 du CCAG/FCS

L'article 8 du présent CCAP déroge à l'article 14 du CCAG/FCS.

**ARTICLE 1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

**1.1 Objet de la prestation**

La présente partie concerne la maintenance et les petits travaux d'entretien des installations de fermetures, motorisées ou non, automatisées ou non listés en annexe « Annexe 1\_description des équipements\_récapitulatif\_appareils\_973 ». et de la totalité des équipements contribuant à leur bon fonctionnement.

Il est rappelé que le titulaire est soumis à une **obligation de résultats** portant sur l'exécution des prestations, objet du marché et des bons de commande produits, conformément à ses engagements contractuels.

Le titulaire s'engage à assurer toutes les actions de maintenance et les opérations de vérifications périodiques selon les dispositions des normes en vigueur, listées à l'article 3 de la présente partie des clauses techniques ("Prestations dues par le titulaire").

La **maintenance**, au sens de la norme FD EN 13306 X 60-319, est un « ensemble de toutes les actions techniques, administratives et de management durant le cycle de vie d'un bien, destinées à le maintenir ou à le rétablir dans un état dans lequel il peut accomplir la fonction requise ».

La **maintenance préventive** est une « Maintenance exécutée à des intervalles prédéterminés ou selon des critères prescrits et destinée à réduire la probabilité de défaillance ou la dégradation du fonctionnement d'un bien.» (Extrait norme NF EN 13306 X 60-319).

La **maintenance corrective** intègre la maintenance palliative et curative.

La maintenance palliative est la maintenance qui s'attache à la correction de tout incident identifié empêchant l'utilisation d'un bien dans une condition optimale nécessitant une intervention rapide, pour pallier au plus urgent dans le rétablissement du service produit permettant d'en poursuivre l'exploitation ou l'usage, et dans l'attente d'une solution ou une correction définitive durable. La maintenance palliative est principalement constituée d'actions à caractère provisoire qui doivent être suivies d'actions curatives.

La maintenance curative est la maintenance qui s'attache à corriger tout incident identifié, dans une action ou un ensemble d'actions permettant de rétablir un bien dans un état spécifique ou de lui permettre d'accomplir une fonction requise par remise dans un état initial, de façon durable. Le résultat des actions réalisées doit présenter un caractère permanent. Des modifications et améliorations peuvent être apportées, afin de réduire l'occurrence d'apparition de la défaillance ou d'en limiter l'incidence.

**1.2 Description et spécification technique des équipements**

Les descriptions et les spécifications des équipements à maintenir sont listées en annexe « Annexe 1\_description des équipements\_récapitulatif\_appareils\_973 ». **Cette liste n'est pas exhaustive et vise à illustrer les types de matériels installés. Le titulaire doit inclure à ses prestations, tous les accessoires et équipements divers contribuant au fonctionnement des installations.**

Pour la bonne compréhension de tous, sont définis ci-après les termes suivants :

**Fermeture automatique** : fermeture équipée d'un système de motorisation, et d'un dispositif de commande tel qu'au moins un des mouvements est effectué sous le contrôle de l'utilisateur (déclenchement de l'ouverture ou de la fermeture, arrêt, reprise ou inversion) ;

**Fermeture semi-automatique** : fermeture équipée d'un système de motorisation, et d'un dispositif de commande tel que le déclenchement de chaque phase du cycle soit nécessairement le résultat

d'une action volontaire de l'utilisateur et que tout mouvement de la fermeture puisse être contrôlée par l'utilisateur (arrêt, reprise ou inversion) par action sur le dispositif de commande ;

**Fermeture motorisée :** fermeture équipée d'un système de motorisation permettant de faire fonctionner le dispositif de déplacement du tablier, et d'un dispositif de commande tel que tout mouvement du tablier s'effectue sous le contrôle permanent de l'utilisateur (action continue ou maintenue sur le dispositif de commande et avec une vue complète sur la fermeture) ;

**Fermeture manuelle :** fermeture dont la manœuvre ne peut être effectuée que manuellement ;

**Manœuvre motorisée :** mouvement assuré par une source d'énergie extérieure ;

**Manœuvre automatique :** mouvement de la porte sans commande manuelle volontaire (commande par détecteurs, commande par horloge, etc.) ;

**Manœuvre par gravité :** mouvement dû à la masse à déplacer (tablier ou autre) ou au contrepoids ;

**Manœuvre manuelle :** mouvement réalisé par la force manuelle seule ;

**Commande par impulsion :** dispositif de commande qui nécessite uniquement une action momentanée pour initier le mouvement.

## **ARTICLE 2 - ORGANISATION DES PRESTATIONS**

L'ensemble des opérations est placé sous l'autorité du représentant du pouvoir adjudicateur, signataire du présent C.C.P. Cette liste n'est pas exhaustive et vise à illustrer les types de matériels installés. Le titulaire doit inclure à ses prestations, tous les accessoires et équipements divers contribuant au fonctionnement des installations.

Le titulaire désigne dans le mois qui suit la notification, un interlocuteur dédié qui est chargé d'assurer le lien auprès des services bénéficiaires pour toute question se rapportant au suivi de l'exécution du contrat et des bons de commande.

## **ARTICLE 3 - PRESTATIONS DUES PAR LE TITULAIRE**

### **3.1 Prestations de maintenance préventive**

Dans le cadre de la prestation forfaitaire annuelle principale au titre des prestations de maintenance préventive des installations, le titulaire doit réaliser l'ensemble des prestations de maintenance, y compris toutes sujétions d'exécution et de contrôle d'exécution comprises dans la franchise d'intervention ou dans le cadre de l'application de la garantie totale dont bénéficie l'équipement concerné.

Les interventions de maintenance préventive sont réalisées aux horaires d'ouverture du bâtiment et **le titulaire prend obligatoirement rendez-vous avec le responsable de site par tout moyen afin** de s'assurer qu'un représentant du service bénéficiaire habilité est présent sur le site.

**Les jours ouvrables, heures ouvrées/non ouvrées, le délai d'intervention et la première heure d'intervention sont définis comme suit :**

**Jours ouvrables :** lundi-vendredi

**Heures ouvrées :** 07h00-12h00 et 15h00-18h00 sauf jours fériés / **Heures non-ouvrées :** 18h00 – 07h00

Le **délai d'intervention** s'entend comme étant le délai écoulé entre l'heure de notification de la panne par le service bénéficiaire au titulaire (date et heure de réception) et l'heure d'intervention sur place.

La **première heure d'intervention** débute à compter de l'arrivée sur place nécessaire à la prise de mesures palliatives et à l'information du responsable de site.

Dans le cas où l'intervention n'aurait pu être exécutée à la date prévue pour une raison valable et motivée, le responsable de site pourra fixer une nouvelle date d'exécution. Si cette nouvelle date

n'est pas respectée, les pénalités prévues dans la partie 1 des clauses administratives sont applicables.

Le titulaire s'engage à ne pas dépasser le délai de 365 jours prescrit entre deux interventions de maintenance préventive.

Le non-respect de ces dates entraîne l'application des pénalités prévues dans la partie 1 des clauses administratives

Ces visites sont programmées au moins quinze (15) jours ouvrés à l'avance, par le titulaire et en accord avec le service du site à maintenir.

Le titulaire doit fournir le nom du technicien se rendant sur site.

**En tant que de besoin, il doit prendre toutes dispositions, y compris auprès de tiers, fournisseur, organismes de certification, par exemple, afin de mener à bien les opérations de maintenance préventive. Le titulaire doit notamment disposer des moyens d'accès nécessaires à la réalisation du travail en hauteur, y compris au-delà de 3,5 m.**

Un représentant du service bénéficiaire peut être présent lors des visites préventives.

Le titulaire doit assurer la maintenance des installations selon les règlements, normes et réglementations en vigueur.

**En aucun cas, une intervention de dépannage ou une action corrective ne tient lieu de visite préventive.**

**Les prestations annuelles de base sont les suivantes :**

**I – La maintenance réglementaire périodique** en corrélation avec le classement des établissements installés dans un bâtiment, de la catégorie des ERP concernés, et dont les actions minimales à mener sont listées en annexe du présent document (Annexe au CCP : « Gamme de maintenance minimale »).

**II – La mise en place d'un service d'intervention :**

Deux régimes d'intervention sont présents au contrat, dans le cadre des interventions palliatives et curatives a minima diligentées par les services techniques :

- L'intervention en jour ouvrable, associée à la prestation forfaitaire annuelle pour l'ensemble des sites et des équipements :

Unités	Plage d'intervention	De 7h00 à 18h00 en jour ouvrable
Cayenne, Rémire, Matoury, Macouria, Kourou et Sinnamary	Délai maximum d'intervention après appel	Intervention en H+24
Iracoubo, St Georges et St Laurent		Intervention en H+48

**III – Les prestations sous-traitées à des tiers extérieurs** à l'équipe sur le site (soit constructeurs des matériels concernés, soit sociétés spécialisées, soit services spécialisés internes à la société). Il est rappelé qu'en cas de sous-traitance le titulaire de l'accord-cadre demeure responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du contrat.

**IV – La mise en place et le suivi d'indicateurs de performance** dans l'exécution du contrat, d'outils de suivi de l'exécution dématérialisés, sur la base des procédures proposées par le mainteneur dans son mémoire technique. Les données pour le responsable de site permettent :

- de suivre l'avancement des prestations ;
- d'élaborer le plan de réversibilité ;
- d'imputer les moyens par type de prestations ;
- de mettre en place a minima les indicateurs de performance et de qualité indiquant notamment :
  - le nombre d'appels utilisateurs classés par rapport à un régime d'astreinte spécifique ;



- les ratios maintenance préventive/maintenance corrective en y distinguant le palliatif du curatif ;
  - le montant des prestations correctives hors forfait/hors franchise/hors garantie totale ;
  - le délai moyen d'indisponibilité des appareils après demande d'intervention ;
- d'établir des rapports annuels d'activité (le rapport d'activité sera contradictoirement signé par le responsable de la société et par le responsable de site) ;
  - d'établir et d'ajuster régulièrement le plan de prévention d'hygiène et de sécurité.

**V – Dans le cadre de son devoir de conseil et d'expertise**, le titulaire :

- assiste aux réunions techniques et aux revues de contrat ;
- effectue les contrôles réglementaires devant être effectués par un technicien compétent du titulaire.

Ces contrôles donnent lieu à un rapport qui doit être transmis aux services.

**VI – Dans le cadre de son expertise**, à titre de technicien de l'art, le titulaire est chargé de procéder à la communication dès sa survenance, des modifications éventuelles sur les dispositions réglementaires au cours du contrat.

**VII – L'élaboration des rapports annuels**, des recensements d'entrées et de sorties dans le cadre des opérations de démobilisations, d'élaboration et de renseignement au fil de l'eau du plan de réversibilité.

### **3.2 Prestations de maintenance corrective**

La maintenance corrective est par nature imprévisible. Elle a pour objet de remettre un bien dans un état dans lequel il peut accomplir une fonction requise. Elle inclut les dépannages nécessitant le remplacement de pièces qui est fait après acceptation du devis par le responsable de site.

Les opérations de maintenance préventive ont précisément pour but de réduire le nombre de pannes nécessitant une opération de maintenance corrective.

La programmation des interventions de maintenance corrective, autres que les mesures conservatoires et les dépannages, est faite en fonction de l'urgence.

Le titulaire doit la maintenance corrective envisagée à l'issue d'une panne ou d'un désordre au sens de la norme de maintenance NFX 60-000.

Une intervention de maintenance corrective peut être déclenchée :

- par le titulaire du marché, suite à une anomalie de fonctionnement détectée par ses soins ;
- par le responsable de site, qui lors de la détection d'une panne ou d'une anomalie de fonctionnement, contactera par téléphone, courriel, le titulaire qui doit disposer d'un dispositif d'horodatage permettant d'enregistrer l'heure précise de cette demande d'intervention.

Les interventions sont effectuées en accord avec le responsable de site.

Le titulaire fait son affaire de tout l'outillage nécessaire à l'exécution de ses prestations, et ce, y compris au-delà de 3,5 m de hauteur.

Le titulaire informe le responsable du site du motif de l'arrêt et de la date prévisible de remise à disposition de l'installation.

Le titulaire s'engage sur une remise en service de l'installation.

La prise en compte des prestations correctives se fait sous forme de prestations supplémentaires, par bon de commande passé sur la base du marché subséquent, en référence aux tarifs horaires indiqués aux annexes à l'acte d'engagement.

Le titulaire remet au responsable de site, par message électronique ou sur tout autre support écrit un devis détaillé (temps prévu, main d'œuvre, pièces) dans les plus brefs délais et en tout état de cause dans un délai inférieur à 24 heures ouvrables.

Le titulaire s'engage à remplacer les pièces à l'identique des pièces d'origine. Dans la mesure où cette pièce n'est plus disponible sur le marché ou qu'il apparaît pertinent de ne pas respecter la règle de l'échange standard, le titulaire est autorisé à la remplacer par une pièce équivalente. Il doit être en capacité de justifier expressément ce choix au responsable de site.

Au cas où la nature de la panne ou du dysfonctionnement fait obstacle à la remise en service immédiate du système d'ouverture, il met l'installation en sécurité et appose une affiche sur l'installation.

Le titulaire veillera à la mise en place des mesures conservatoires en vue d'assurer la sécurité des personnes et des biens, la remise en route ou, à défaut, la remise en route en mode dégradé (maintenance palliative en priorité à défaut de pouvoir intégrer une action curative), et l'information correspondante du responsable de site.

Dans le cadre des interventions correctives, il appartient au titulaire de mettre en place les actions palliatives permettant de mettre fin au dysfonctionnement constaté. La constatation

et le diagnostic de la panne ne sont pas considérés comme des résultats suffisants libérant le titulaire de son obligation de résultat dans le cadre du présent contrat.

Le mainteneur, compte-tenu de son obligation de résultat dans la mise en place d'une action palliative, fait son affaire des délais de réparation, délais d'exécution à hauteur de la franchise d'intervention prévue.

Toute intervention non concluante donnera lieu à l'application des pénalités prévues à l'article 8 de la partie 1 des clauses administratives.

#### • L'établissement de devis

Seules les opérations correctives nécessitant une intervention peuvent être réalisées sur la base d'un devis préalablement accepté par le responsable de site.

Le devis comporte notamment le prix des pièces à remplacer et le temps d'intervention prévus, des annexes financières de l'acte d'engagement.

Un devis peut toutefois être refusé selon les cas suivants (liste non exhaustive) :

- le non respect des dispositifs contractuels dans l'élaboration du devis (CP) ;
- l'absence de budget suffisant pour réaliser l'opération.

Dans tous les cas de figure :

- le titulaire est tenu d'informer le responsable du site du motif de l'arrêt et de la date prévisible de remise à disposition de l'installation ;
- en aucun cas, une intervention de dépannage ne peut tenir lieu de visite préventive.

#### • Délai d'établissement de devis

Dans un objectif affiché de diminution des délais d'indisponibilité des matériels, dans leur maintien en condition opérationnel optimum, les délais nécessaires à la transmission du devis par le mainteneur sont fixés à vingt-quatre (24) heures ouvrées après réception de la demande du service technique ou de la constatation de la panne.

Le non respect des délais ouvre, de fait, droit à la mise en place des pénalités prévues à l'article 8 de la partie 1 des clauses administratives. **Il peut également donner lieu à une perte d'exclusivité.**

Dans le cas où le titulaire rencontrerait des difficultés dans la réalisation des prestations, ou dans l'approvisionnement en pièces détachées, il appartient au mainteneur d'en faire état dans les mêmes délais et d'en expliquer les motifs vérifiables et opposables.

### **Article 4 – MOYENS MISE À DISPOSITION DU TITULAIRE**

#### **Documentation :**

Le titulaire a accès, aux Dossiers des Ouvrages Exécutés (DOE), aux plans concernant les équipements techniques objets du présent contrat, s'ils sont disponibles.

#### **Informations :**

Lors de ses interventions, le titulaire peut, s'il le souhaite, et dans la mesure du possible, être accompagné par le responsable de site, afin de lui fournir toutes explications et renseignements dont il aurait besoin.

### **Plan de prévention :**

Le titulaire doit fournir à chaque responsable de site, tous les renseignements nécessaires à l'élaboration du plan de prévention conformément aux prescriptions du décret n° 92-158 du 20 février 1992 et de la circulaire DRT n° 96-5 du 10 avril 1996.

Afin de prévenir tout risque d'accidents, le personnel habilité de l'entreprise titulaire, s'engage à fournir toutes les informations et consignes utiles à tous les salariés de ladite entreprise (et de ses co-traitants et sous-traitants éventuels) devant intervenir sur le site (notamment en cas d'intervention sur des matériaux amiantés ou en cas de risque de chute de hauteur de plus de 3 mètres).

## **ARTICLE 5 – OUTILLAGE**

### **5.1 Cadre général**

Le titulaire fait son affaire de tout l'outillage (jusqu'à 3,5 mètre de hauteur) nécessaire à l'exécution de des prestations.

Le titulaire doit disposer de tous les moyens d'accès nécessaires à la bonne exécution de sa mission, y compris au-delà de 3,5 mètres de hauteur.

Lors de la visite préalable, le service bénéficiaire précise les moyens d'accès particuliers.

### **5.2 Consommables et pièces de rechange**

Les prestations de maintenance corrective qui nécessitent des changements de pièces détachées sont exécutées par bons de commande complémentaires.

## **ARTICLE 6 – GARANTIE**

Les matériels échangés ou fournis sont garantis contre tout vice de fabrication ou vice cachée, c'est-à-dire invisible à première vue lors de la livraison.

En cas de vice caché, la fourniture est remplacée par le titulaire, ou une refaction éventuelle est appliquée sur le prix de la fourniture au gré de l'administration.

La garantie court à compter de la mise en service des matériels. La garantie couvre les frais de déplacement, main d'œuvre et fourniture éventuelle de pièces détachées.

### **6.1 Garantie de parfait achèvement (maintenance de niveau 5 et petits travaux d'entretien)**

Conformément à l'article 1792-6 du Code civil, l'installation fera l'objet d'une garantie de parfait achèvement à l'issue de l'admission des travaux dont elle a fait l'objet. Le maître d'ouvrage procède à une visite de parfait achèvement avant l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement. Le cas échéant, le titulaire est convoqué. En cas d'absence du titulaire à ces opérations, il en est fait mention au procès verbal qui lui est alors notifié.

L'installation sera garantie en bon état et contre tous désordres pendant **une durée d'un an**, à compter de sa mise en service définitive.

Au cours de cette période, le service bénéficiaire se réserve le droit de procéder à toutes nouvelles séries d'essais. En conséquence, l'entreprise sera tenue, quelle qu'en soit la nature, de rectifier tous les défauts de fonctionnement.

Le matériel fourni par le titulaire sera garanti une année à compter de la date d'effet de la réception définitive et sans réserve de l'installation. Pendant la période de garantie, le titulaire doit exécuter les vérifications et remises en état qui lui sont prescrites sans délai.

### **6.2 Garantie de bon fonctionnement**

L'installation sera garantie en bon état de fonctionnement pendant une durée de deux ans, à compter de sa date d'admission conformément à l'article 1792-3 du Code civil. Au cours de cette période, l'entreprise sera tenue, quelle qu'en soit la nature, de rectifier tous les défauts de fonctionnement.

Pendant la période de garantie, le titulaire doit exécuter les vérifications et remises en état qui lui sont prescrites sans délai.

## **ARTICLE 7 - NETTOYAGE APRÈS INTERVENTION ET PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

Le titulaire doit maintenir en parfait état de propreté les locaux techniques abritant les installations dont il assure la maintenance, l'ensemble des locaux dans lesquels il intervient ainsi que les locaux mis à la disposition de ses personnels.

Le titulaire du présent contrat a l'obligation contractuelle d'évacuer et de recycler, à sa charge, l'ensemble des déchets produits, selon les lois et réglementations applicables. Ceci concerne les accessoires, les dispositifs de nettoyage, les graisses, les huiles, les têtes de détection et les batteries, mais également les emballages. Ces opérations d'élimination ont lieu chaque jour, sans possibilité de stockage sur site. Il appartient au titulaire de conserver les bordereaux de suivi et de traitement réglementaire.

## **ARTICLE 8 – ASSISTANCE**

Le titulaire assiste le responsable de site pour les choix économiques liés à la stratégie de maintenance des équipements et installations qui relèvent de ses interventions. Il doit informer le responsable de site de toute modification des normes et réglementations diverses concernant les installations et les équipements.

Le titulaire ne peut se prévaloir de l'intervention du personnel du responsable de site pour refuser la réparation au titre des garanties contractuelles.

## **ARTICLE 9 : CLAUSES ENVIRONNEMENTALES**

Dans le cadre d'une politique de développement durable, le titulaire s'engage à appliquer une politique environnementale active, proposée dans le cadre-réponse technique annexé à l'acte d'engagement, ainsi que les clauses qui suivent.

Les fournitures et les produits utilisés, ainsi que les matériels, afférents au présent accord-cadre, se doivent d'être obligatoirement conformes aux normes en vigueur dans la profession. Le titulaire devra tenir compte de l'évolution de la législation dans le domaine environnemental et technique, et s'y conformer pour les textes, règlements ou autres, relatifs à son activité et aux prestations du présent accord-cadre. Par ailleurs, chaque représentant des sites bénéficiaires procédera à des contrôles réguliers, afin de s'assurer que le titulaire emploie effectivement les matériels et les produits annoncés dans le mémoire technique et le cadre de réponse technique. Dans le cadre de sa politique menée en faveur du développement durable, le prestataire devra développer dans son mémoire technique et cadre de réponse technique :

- sa politique en matière de développement durable ;
- sa démarche qualité et fournir ses éventuelles certifications et labels .

## **ARTICLE 10 – ANNEXES**

Annexe : «Annexe 1\_description des équipements\_récapitulatif\_appareils\_973

Annexe : Gamme de maintenance minimale dans le cadre des opérations préventive à effectuer  
Annexe financière

Pris connaissance à \_\_\_\_\_, le

**Annexe 1 : récapitulatif et description des équipements des installations militaires (973)**

**Lot 1 – Recensement des menuiseries motorisées des installations militaires (Maintenance préventive)**

Référence	LOCALISATION			Quantité	PORTAIL	
	Commune Entité Quartier	Adresse	Contact		Désignations	Types
1	CAYENNE	1296 route de La Madeleine	0594.29.28.81	1	Portails coulissant	Motorisés
2	CAYENNE	1296 route de La Madeleine	0594.29.28.81	2	Barrière levante	Automatique
3	CAYENNE	1296 route de La Madeleine	0594.29.28.81	14	Portes sectionnelles	Motorisés – Semi-Automatique
4	CAYENNE	1296 route de La Madeleine	0594.29.28.81	2	Serrures portes	Motorisés
5	REMIRE-MONTJOLY	Lotissement Moulin à vent – 2 Rés. Les Tamariniers	0594.38.32.32	1	Portails coulissant	Motorisés
6	REMIRE-MONTJOLY	Lotissement Moulin à vent – 2 Rés. Les Tamariniers	0594.38.32.32	2	Rideau métallique	Automatique
7	MATOURY	100 rue des Cotonniers	0594.31.08.91	1	Rideau métallique (HS)	Motorisés
8	MATOURY	100 rue des Cotonniers	0594.31.08.91	2	Portails coulissant	Motorisés
9	MATOURY	Rochambeau		1	Porte accordéon	Motorisés
10	MATOURY	Rochambeau		1	Portes sectionnelles	Motorisés
11	MACOURIA	Rue Georges Guéril	0594.38.88.68	1	Portails coulissant	Motorisés
12	KOUROU	11 Avenue de France	0594.32.00.03	1	Portails coulissant	Motorisés
13	KOUROU	11 Avenue de France	0594.32.00.03	5	Portes sectionnelles	Motorisés
14	KOUROU (GOUPI)	Avenue des roches	0594.22.18.79	1	Portails coulissant	Motorisés
15	KOUROU (GOUPI)	Avenue des roches	0594.22.18.79	2	Barrière levante	Automatique
16	KOUROU (GOUPI)	Avenue des roches	0594.22.18.79	2	Portes sectionnelles	Motorisés – Semi-Automatique
17	KOUROU (GOUPI)	Avenue des roches	0594.22.18.79	3	Portes sectionnelles	Motorisés

**Lot 2 – Recensement des menuiseries motorisées des installations militaires (Maintenance préventive)**

Référence	LOCALISATION			Quantité	PORTAIL	
	Commune Entité Quartier	Adresse	Contact		Désignations	Types
18	IRACOUBO	1 rue du Stade	0594.22.18.79	2	Portes sectionnelles	Motorisés – Semi-Automatique
19	SAINT-LAURENT-DU-MARONI	Bd du général de Gaulle – caserne Joffre	0594.34.10.54	1	Portails coulissant	Motorisés
20	SAINT-GEORGES	12 rue Laurence Onozo	0594.37.00.87	1	Portails coulissant	Motorisés

**Lot 1 – Recensement des menuiseries à manœuvre des installations militaires (Maintenance préventive)**

Référence	LOCALISATION			Quantité	PORTAIL	
	Commune Entité Quartier	Adresse	Contact		Désignations	Types
21	CAYENNE	1296 route de La Madeleine	0594.29.28.81	10	Portes sectionnelles	Manuelle

**Lot 2 – Recensement des menuiseries à manœuvre des installations militaires (Maintenance préventive)**

Référence	LOCALISATION			Quantité	PORTAIL	
	Commune Entité Quartier	Adresse	Contact		Désignations	Types
22	SINAMARY	25 rue Albert Anthony	0594.34.50.17	2	Portes sectionnelles	Manuelle
23	SAINT-LAURENT-DU-MARONI	Bd du général de Gaulle – caserne Joffre	0594.34.10.54	4	Portes sectionnelles	Manuelle

## Annexe : gamme de maintenance minimale dans le cadre des opérations préventives

<b>Barrières levantes</b>
<b>Tâches à réaliser</b>
Contrôle de la fixation et du fonctionnement de la motorisation
Vérification de l'état et du fonctionnement de la manœuvre manuelle
Vérification des fixations de transmission/guidage, état et nettoyage des coulisses
Graissage chaînes, bielles, pignons, câbles, crémaillères, coulisses
Réglage de la tension des chaînes, courroies, câbles
Graissage des paliers
Contrôle de la fixation de l'équilibrage, de la tension, et nettoyage
Vérification dynamique de l'équilibrage
Vérification de la fixation et du fonctionnement des organes de commande
Alignement des cellules, sensibilité boucle de détection, zone de détection des radars, serrure, contact à clé
Réglage des temporisations
Vérification de l'état des organes de sécurité, fixation et bon fonctionnement des cellules
Vérification de l'état et du bon fonctionnement des signaux lumineux
Vérification du bon fonctionnement de la manœuvre de secours
Vérification du marquage au sol
Contrôle du bon fonctionnement de l'ensemble de l'équipement afin de se rendre compte de la qualité du mouvement, des points durs éventuels, des frottements,...
Fourniture de chiffons, huile graisse, petite visserie, fusibles, ampoules,...

## Rideaux

### Tâches à réaliser

Contrôle de la fixation et du fonctionnement de la motorisation

Vérification de l'état et du fonctionnement de la manœuvre manuelle

Vérification des fixations de transmission/guidage, état et nettoyage des coulisses

Graissage chaînes, pignons, câbles, crémaillères, coulisses

Réglage de la tension des chaînes, courroies, câbles

Graissage des paliers

Contrôle de la fixation des organes d'équilibrage, de la tension et nettoyage

Vérification dynamique de l'équilibrage

Serrage de toute la visserie des lames

Contrôle de l'état, de la fixation et de l'étanchéité des vantaux / sections / lames

Vérification du système de verrouillage et de la serrure

Vérification de la fixation et du fonctionnement des organes de commande et notamment : alignement des cellules sensibilité boucle de détection, zone de détection des radars, serrure, contact à clé

Vérification état et fonctionnement des boîtes à boutons

Vérification état et fonctionnement du boîtier de sélection

Vérification état, fixation et bon fonctionnement des organes de sécurité : des cellules, retour sur obstacle, barres palpeuses, ou de tout autre dispositif de sécurité

Vérification de l'état et du bon fonctionnement des signaux lumineux

Vérification de l'état et du fonctionnement des arrêts d'urgence

Vérification du bon fonctionnement de la manœuvre de secours

Vérification du marquage au sol

Contrôle du bon fonctionnement de l'ensemble de l'équipement afin de se rendre compte de la qualité du mouvement, des points durs éventuels, des frottements,...

Fourniture de chiffons, huile, graisse, petite visserie, fusibles, ampoules

## Portes souples rapides

### Tâches à réaliser

Contrôle de la fixation et du fonctionnement de la motorisation

Vérification de l'état et du fonctionnement de la manœuvre manuelle

Portes à motorisation électrique : Réglage des vitesses d'ouverture, de fermeture, de ralentissement et de rotation

Graissage des paliers de transmission/guidage

Graissage chaînes, pignons, câbles, crémaillères

Réglage de la tension des chaînes, courroies, câbles

Serrage de toute la visserie des tabliers

Contrôle de l'état, de la fixation et de l'étanchéité des tabliers

Contrôle de l'état des sangles de suspension

Vérification de la fixation et du fonctionnement des organes de commande et notamment : alignement des cellules, sensibilité boucle de détection, zone de détection des radars, serrure, contact à clé

Vérification état et fonctionnement des boîtes à boutons

Vérification état et fonctionnement du boîtier de sélection

Vérification état, fixation et bon fonctionnement des organes de sécurité : cellules, retour sur obstacle, barres palpeuses, ou de tout autre dispositif

Vérification état, fixation et bon fonctionnement des signaux lumineux

Vérification état et fonctionnement des arrêts d'urgence

Vérification du bon fonctionnement de la manœuvre de secours

Vérification du marquage au sol

Contrôle du bon fonctionnement de l'ensemble de l'équipement afin de se rendre compte de la qualité du mouvement, des points durs éventuels, des frottements,...

Fourniture de chiffons, huiles, graisses, petite visserie, fusibles, ampoules



## Portes sectionnelles

### Tâches à réaliser

Contrôle de la fixation et du fonctionnement de la motorisation

Vérification de l'état et du fonctionnement de la manœuvre manuelle

Vérification et réglage de l'embrayage et de l'électrofrein

Portes à motorisation électrique : réglage des vitesses d'ouverture, de fermeture, de ralentissement et de rotation

Vérification des fixations, état et nettoyage des rails de transmission/guidage

Graissage des chaînes, pignons, câbles, crémaillère

Réglage de la tension des chaînes, courroies, câbles

Vérification et réglage des roulements haut et bas

Graissage des paliers

Contrôle de la fixation, de la tension et nettoyage des organes d'équilibrage

Vérification de toutes les autres pièces du système d'équilibrage (contrepoids, vérin à gaz)

Vérification dynamique de l'équilibrage

Contrôle des câbles, de leur fixation aux plaques de base et de leur positionnement sur les tambours

Contrôle de l'état et de la fixation des charnières et des roulettes

Graissage des charnières et des axes de roulettes

Graissage des articulations

Serrage de toute la visserie

Contrôle de l'état, de la fixation et de l'étanchéité des sections

Vérification du système de verrouillage et de la serrure

Vérification de la fixation et du fonctionnement des organes de commande et notamment : alignement des cellules, sensibilité boucle de détection, zone de détection des radars, serrure, contact à clé

Vérification état et fonctionnement des boîtes à boutons

Vérification état et fonctionnement du boîtier de sélection

Vérification état, fixation et bon fonctionnement des organes de sécurité : cellules, retour sur obstacle, barres palpeuses, ou de tout autre dispositif

Vérification de l'état et du bon fonctionnement des signaux lumineux

Vérification de l'état et du fonctionnement des arrêts d'urgence

Vérification du fonctionnement de la manœuvre de secours

Vérification du marquage au sol

Contrôle du bon fonctionnement de l'ensemble de l'équipement afin de se rendre compte de la qualité du mouvement, des points durs éventuels, des frottements,...

Fourniture de chiffons, huiles, graisses, petite visserie, fusibles, ampoules

## Portails coulissants automatiques

### Tâches à réaliser

Contrôle de la fixation et du fonctionnement de la motorisation

Vérification de l'état et du fonctionnement de la manœuvre manuelle

Vérification des fixations de transmission/guidage, serrage de toute la visserie

Graissage chaînes, pignons, bielles...

Réglage de la tension des chaînes, courroies, câbles

Graissage des paliers

Nettoyage des rails de guidage

Contrôle de la fixation des rails de guidage

Vérification des galets

Contrôle du roulement

Graissage des rails de guidage

Vérification de la fixation et du fonctionnement des organes de commande

Alignement des cellules, sensibilité boucle de détection, zone de détection des radars, serrure, contact à clé

Vérification état et fonctionnement des boîtes à boutons

Vérification état et fonctionnement du boîtier de sélection

Vérification état, fixation et bon fonctionnement des cellules, retour sur obstacle, barres palpeuses, ou de tout autre dispositif de sécurité

Vérification de l'état et du bon fonctionnement des signaux lumineux

Vérification de l'état et du bon fonctionnement des arrêts d'urgence

Vérification du bon fonctionnement de la manœuvre de secours

Contrôle du bon fonctionnement de l'ensemble de l'équipement afin de se rendre compte de la qualité du mouvement, des points durs éventuels, des frottements...

Fourniture de chiffons, huiles, graisses, petite visserie, fusibles, ampoules, piles

## ANNEXE FINANCIÈRE

### ***Maintenance préventive des portes et portails, rideaux métalliques et autres dispositifs de fermetures automatiques et semi-automatiques de la gendarmerie de Guyane.***

Le marché public est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum sur la durée totale du marché (reconduction-s comprise-s le cas échéant) s'élevant à : 180 000,00 €

LOT	Montant maximum € HT pour la durée totale
1	60 000,00 €
2	20 000,00 €

### ***Maintenance curative des portes et portails, rideaux métalliques et autres dispositifs de fermetures automatiques et semi-automatiques de la gendarmerie de Guyane.***

Le montant total des bons de commandes établis exclusivement sur devis ne doit dépasser : 100 000,00 €

LOT	Montant maximum € HT pour la durée totale
1	70 000,00 €
2	30 000,00 €

*Le pouvoir adjudicateur peut sortir de l'exclusivité du contrat initial auprès du titulaire du marché en cas de défaillance du titulaire : si le titulaire ne respecte pas ses obligations contractuelles, telles que le non-respect des délais de livraison, de la qualité des produits ou des services, ou encore le manquement à d'autres clauses essentielles du contrat.*

*Dans ce cas, le pouvoir adjudicateur peut alors recourir à un autre fournisseur ou prestataire en dehors du contrat initial, souvent après avoir respecté les procédures prévues pour garantir la transparence et la concurrence.*